



RENARD T., STRUYE DE SWIELANDE T. (2009). "Afghanistan : une guerre stratégique pour l'Europe, un conflit existentiel pour l'OTAN", *Défense et Sécurité Internationale (DSI)*, n°53, Novembre, pp. 28-31.

Afghanistan : Un Guerre Stratégique pour l'Europe, Un Conflit Existentiel pour l'Otan

Par Thomas Renard et Tanguy Struye de Swielande, Membres du RMES

Le remplacement du général David McKiernan par le général Stanley McChrystal à la tête des forces de l'Otan en Afghanistan, annoncé le 11 mai dernier, confirmait le besoin de donner une nouvelle impulsion aux efforts contre-insurrectionnels en Asie du Sud. Il faut reconnaître que ceux-ci se sont révélés jusqu'à présent largement inefficaces, pour ne pas dire contre-productifs. La principale raison de cet échec tient dans le manque de stratégie, tant du côté de l'alliance atlantique que du côté américain, et ce malgré la nouvelle « stratégie AfPak » (pour Afghanistan-Pakistan, un terme qui traduit bien de la nature régionale, transnationale, du problème) du président Obama.

Ce manque de stratégie est lié au profond désaccord qui divise les membres otaniens quant à la nature de la mission en Afghanistan. Pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, entre autres, il s'agit d'une question de sécurité nationale. Le souvenir des attentats du 11 septembre 2001 à New York et Washington, préparés depuis l'Afghanistan, ainsi que des attentats du 7 juillet 2005 à Londres, dont les auteurs étaient en lien avec le Pakistan, est encore vivace et dicte la politique étrangère anglo-saxonne. Pour Londres et Washington, il est préférable de combattre la menace terroriste *là-bas*, plutôt qu'*ici*.

Par contre, pour une grande partie de l'Europe continentale, la présence militaire en Afghanistan s'explique par la simple volonté de sauvegarder l'apparence d'une solidarité transatlantique. La menace terroriste est vue comme non existentielle par les uns, inexistante par les autres, et la présence militaire en Afghanistan est perçue davantage comme la cause que comme le remède à la menace terroriste en Europe. Dès lors, les états européens cherchent à assurer le strict minimum pour préserver le lien transatlantique.

Lors de sa visite en Europe, début avril 2009, le président Obama attendait des Européens un plus grand engagement sur le terrain : « *A nos partenaires et alliés de l'Otan, nous ne demandons pas seulement des troupes mais aussi des engagements clairement définis : soutenir les élections afghanes, entraîner les forces de sécurité afghanes et une action civile plus forte auprès de la population afghane* ». Pourtant Barack Obama n'a pas obtenu grand chose des Européens. Si ces derniers se sont engagés à envoyer 5000 militaires, il n'y aura aucune force combattante (confirmant que seuls quelques Etats sont prêts au *risk sharing*). Une partie entraînera et formera les forces afghanes (1 400 à 2 000), et une autre partie (3 000) ne sera présente sur le théâtre d'opérations que pour la durée des élections en août 2009.

En bref, alors que Washington tendait finalement sa main par delà l'Atlantique, les Européens se sont montrés incapables d'offrir la leur en échange.

Afghanistan, Ecole pour Djihadistes

D'un point de vue européen, le débat sur l'Afghanistan est de plus en plus lié au débat sur l'avenir de la relation transatlantique. Et pourtant, l'Europe a bien d'autres raisons de s'intéresser à cette région du monde. A commencer par la menace terroriste.

Plusieurs cellules terroristes étroitement liées à l'Afghanistan et au Pakistan (dont certaines étaient prêtes à passer à l'action) ont été démantelées en Europe ces dernières années. C'était le cas notamment de la cellule du Sauerland, en Allemagne, dont les membres ont été arrêtés en septembre 2007 en possession de quelques centaines de kilos d'explosifs artisanaux. Leur objectif était sans doute la base américaine de Ramstein, ainsi que l'aéroport de Francfort. Quant à la date, il semble que le groupe hésitait entre le 11 septembre, date hautement symbolique, et le 13 octobre, date à laquelle le parlement allemand devait voter le renouvellement du mandat des troupes déployées en Afghanistan.

Les membres de la cellule du Sauerland se sont radicalisés alors qu'ils vivaient en Allemagne. Certains membres faisaient partie de ce que les enquêteurs allemands appellent la « scène d'Ulm », du nom de cette région frontalière entre la Bavière et le Bade-Wurtemberg, où l'islamisme radical avait pris pied. Ils auraient tous rejoint les camps d'entraînement djihadistes au Pakistan en 2005/2006 où ils auraient reçu l'entraînement nécessaire ainsi que l'ordre de retourner en Allemagne pour exporter le djihad en Europe, apparemment à l'encontre de leur volonté de combattre dans les rangs djihadistes en Afghanistan. Par après, ils ont continué à recevoir leurs instructions du Pakistan, via des emails codés.

Ces dernières années, entre 50 et 100 citoyens allemands se seraient rendus au Pakistan pour y suivre une formation djihadiste et ensuite retourner au pays. En raison de l'accroissement d'une propagande radicale spécialement destinée à l'Allemagne et de la

mise en place de « réseaux », la menace islamiste s'est significativement renforcée et le risque d'attentat demeure élevé.¹

Selon Gilles de Kerchove, coordinateur pour le contre-terrorisme de l'UE, les services de renseignement européens considèrent que le terrorisme salafiste constitue encore la principale menace contre la sécurité intérieure de l'Europe. Ce qui ne veut pas dire pour autant que la menace n'évolue pas.

Les derniers rapports annuels d'Europol laissent percevoir une légère diminution des activités terroristes islamistes, et certains pays, à l'instar de la Grande-Bretagne cet été, ont récemment diminué leur niveau d'alerte. De manière très perceptible, le changement de rhétorique américaine semble avoir eu un impact en Europe, et la décision britannique pourrait être vue dans cette perspective de changement de rhétorique, bien que certains analystes suspectent le gouvernement de manipuler le niveau de menace pour convaincre l'opinion publique que l'engagement militaire en Afghanistan a une influence visible sur le sol anglais.

Vers un Djihadisme Virtuel ?

Depuis quelques années, une tendance semble se confirmer vers la radicalisation dans les sphères « privées » plutôt que publiques. Plus particulièrement, l'internet semble gagner du terrain sur les mosquées comme lieu de recrutement privilégié. Les statistiques fournies par Europol suggèrent qu'un nombre de plus en plus grand de djihadistes présumés se sont auto-radicalisés via internet, et ont même pu recevoir un « entraînement virtuel » au djihad.

Néanmoins, le monde virtuel n'a pas encore remplacé le monde réel au niveau de la radicalisation, du recrutement et de l'entraînement des futurs terroristes. En réalité, les deux mondes sont davantage complémentaires que concurrents ; et si les groupes terroristes profitent du cyber-univers, ils ont aussi appris à s'en méfier. Dès lors, lorsqu'un individu souhaite se joindre à un groupe terroriste ou, inversement, lorsqu'un groupe souhaite recruter un individu, des contacts humains demeurent indispensables.

Le cas de la cellule démantelée en décembre 2008 en Belgique illustre bien cette complémentarité virtuel-réel : certains individus étaient entrés en contact avec les leaders du groupe (Moez Garsallaoui et Malika el-Aroud) via internet, d'autres avaient été recrutés de façon « classique » dans des lieux publics. Mais ils avaient ensuite tous dû rencontrer les leaders en personne, pour des raisons de confiance, de sécurité et d'endoctrinement, avant de partir dans les zones tribales au Pakistan suivre un entraînement militaire et bénéficier d'une « exposition » au djihad en Afghanistan.

¹ Pour plus d'informations sur la cellule du Sauerland et la menace djihadiste en Allemagne, lire Thomas Renard, « Djihad en Allemagne : La Connexion Ouzbèke », Les Cahiers du RMES, vol. 5:2 (hiver 2008-2009), pp. 15-48.

Ces réseaux humains ont beaucoup plus de moyens et sont beaucoup plus efficaces que les individus isolés, auto-radicalisés derrière leur ordinateur. Ces derniers manquent souvent du savoir-faire nécessaire pour mener une opération d'envergure, bien qu'ils disposent d'un atout majeur : il est pratiquement impossible de les repérer.

L'Afghanistan (mais aussi les régions frontalières du Pakistan) demeure un haut lieu du terrorisme islamiste international. D'un point de vue européen, l'intérêt d'une présence sur place est stratégique car c'est là-bas que sont formés les djihadistes qui retournent ensuite en Europe. La sécurité européenne est donc en lien avec la sécurité afghane.

D'un autre côté, les combats opposant les islamistes aux forces occidentales et internationales nourrissent la propagande djihadiste et contribuent à la radicalisation et au recrutement de nouveaux militants. Dès lors, un certain nombre de gouvernements européens sont intimement convaincus que leur présence militaire en Afghanistan est devenue davantage une partie du problème que de la solution au terrorisme islamiste radical en Europe. Cet argument est plein de sens et constitue certainement une des raisons pour laquelle la présence militaire occidentale en Afghanistan ne devrait pas se prolonger indéfiniment.

Cependant, quitter l'Afghanistan sans être certain que les autorités locales pourront assurer la sécurité du pays, éviter un retour au pouvoir des Taliban, et limiter le rayon d'action des groupes terroristes internationaux pourrait avoir des conséquences dramatiques pour la sécurité régionale, européenne et internationale.

Des Enjeux Géopolitiques

Au-delà de la lutte contre Al Qaida et de la propagation de l'islamisme radical, ou d'une certaine solidarité envers les Etats-Unis et/ou l'OTAN, les enjeux dans une région traditionnellement volatile sont également géostratégiques, qu'on le veuille ou non, et concernent directement l'intérêt national européen. En effet, il s'agit en premier lieu par notre présence non seulement de stabiliser l'Afghanistan, mais bien plus encore le Pakistan, puissance nucléaire ayant des relations tendues avec l'Inde.

En second lieu, il y a dans la région une lutte acharnée entre l'Inde, la Russie, la Chine, l'Union européenne et les Etats-Unis pour le contrôle du pétrole et du gaz de la Caspienne et les voies d'exportations. Les réserves pétrolières prouvées dans la région correspondraient à plus ou moins 5 % des réserves mondiales, essentiellement réparties en Azerbaïdjan et au Kazakhstan. Les réserves gazières présentes constituent pour leur part, environ 7 % des réserves mondiales et se situent principalement au Turkménistan. Aucune des républiques ne disposant d'un accès direct à la mer, la question de l'évacuation du gaz et du pétrole se pose avec acuité. Les enjeux pour les Etats-Unis y sont considérables, désireux d'accéder à de nouveaux gisements pour diminuer leur dépendance par rapport à la région du Golfe, tout en évitant la Russie et l'Iran, ils privilégient les trajets passant par le Caucase (Bakou-Tbilissi-Ceylan et Bakou-Tbilissi-Erzurum). En matière énergétique, la Russie soutient à travers Gazprom, Lukoil, Transeft, des trajets passant par son territoire. Pensons au *South Stream*, *Blue Stream*,

Caspian Consortium Pipeline, etc. La Chine estime que les richesses pétrolières de l'Asie centrale pourraient s'avérer vitales pour son développement économique. Or, l'influence de la Chine au Moyen-Orient étant actuellement encore limitée, ce sont les gisements de la Caspienne qui représentent naturellement une alternative intéressante. Aussi la Chine a-t-elle conclu des accords avec le Kazakhstan et le Turkménistan pour exporter respectivement du pétrole et du gaz vers la province du Xinjiang. L'Inde est pour sa part impliquée dans le projet de gaz Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde. Les enjeux énergétiques pour l'Union européenne ne sont pas non plus à sous-estimer. Face à sa trop grande dépendance envers la Russie, Bruxelles cherche des fournisseurs alternatifs. Son projet principal est Nabucco, il s'agit d'un tracé de 3500 km allant de la Turquie à l'Autriche (d'Erzurum à Baumgarten), qui prolongera le BTE. La viabilité du gazoduc apparaît aujourd'hui reposer sur le gaz turkmène et azéri, et à plus long terme iranien et irakien.

La lutte traditionnelle pour la maîtrise du Rimland (région allant du Maroc à l'Asie centrale) forme également un enjeu déterminant. L'importance de l'Asie centrale et du Caucase pour Washington s'explique de la sorte en termes d'enjeux géopolitiques de lutte plus complexe pour le contrôle de cette zone-tampon opposant traditionnellement les puissances terrestres aux puissances maritimes. Il s'agit pour Washington de poursuivre son ancienne doctrine de l'endiguement.

En réaction aux tentatives américaines d'endiguement et de pénétration dans des sphères traditionnellement pro-russes, le retour de la Russie dans son arrière-cour ne se fait pas attendre. Elle veut à nouveau jouer un rôle majeur dans son « étranger proche ». La Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, l'Arménie et la Biélorussie créent d'ailleurs en mai 2002 l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC). L'objectif premier de l'OTSC est d'adresser les dilemmes sécuritaires et de garantir l'intégrité territoriale des Etats membres. L'Asie centrale représente également pour la Chine un intérêt géostratégique, qui se traduit à travers l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS)², mise sur pieds pour contrer l'influence américaine et même russe. Pour la Chine à travers l'OCS, il est primordial de veiller à accroître son influence dans la région par rapport aux autres puissances et cela à travers e.a. le développement et l'interdépendance économique. L'Inde a également fait son apparition en Asie centrale et a encouragé l'adhésion de l'Afghanistan à l'Association sud-asiatique de coopération régionale³. L'Inde voit sa présence en Asie centrale comme une manière de contrer les mouvements radicaux, mais surtout une manière de contrecarrer la Chine et le Pakistan. Le dernier élargissement de l'Union européenne fait que cette dernière se rapproche géographiquement de plus en plus de zones à risques (Mer Noire, Caucase, Asie centrale) et des sphères d'influence d'autres puissances. Pas étonnant si dès lors, l'Union européenne a lancé des initiatives régionales : Politique européenne de voisinage, Synergie Mer Noire, Eastern partnership, etc.

² MEMBRES: RUSSIE, CHINE, LE KAZAKHSTAN, LE KIRGHIZISTAN, LE TADJIKISTAN ET L'OUZBÉKISTAN. STATUT D'OBSERVATEUR À L'OCS : PAKISTAN, INDE, IRAN, AFGHANISTAN, TURKMÉNISTAN, MONGOLIE.

³ FONDÉE LE 8 DÉCEMBRE 1985, CETTE ORGANISATION RÉGIONALE (SOUTH ASIAN ASSOCIATION FOR REGIONAL COOPERATION/SAARC) REGROUPE AUJOURD'HUI HUIT PAYS : L'INDE, LE BANGLADESH, LE BHOUTAN, LES MALDIVES, LE NÉPAL, LE PAKISTAN, L'AFGHANISTAN ET LE SRI LANKA (LE JAPON ET LA CHINE ONT UN STATUT D'OBSERVATEUR).

Ouvrir le Débat

S'il est encore possible d'éviter que la mission en Afghanistan ne tourne au fiasco absolu, débouchant éventuellement sur le constat de l'obsolescence de l'Alliance, l'Otan et ses états membres doivent impérativement prendre deux mesures en urgence : développer une stratégie holistique digne de ce nom, c'est-à-dire entre autres choses de déterminer les priorités, et de définir qui combattre et avec qui négocier ; et s'assurer que cette stratégie soit cohérente avec les intérêts de l'Alliance et de ses membres, alors qu'aujourd'hui la plupart des membres ne voient pas l'intérêt d'être présent en Afghanistan.

Il convient donc de lancer en urgence un débat au sein de chaque pays sur les intérêts stratégiques nationaux en Afghanistan. Ce débat doit être ouvert à l'opinion publique, et il revient aux politiques, aux militaires, aux journalistes et aux académiques d'exposer l'ensemble des options disponibles ainsi que les risques afférents. Si notre sécurité dépend de l'évolution de la situation en Asie du Sud, nous nous devons de renforcer nos efforts. Par contre, si le débat débouchait sur la conclusion opposée, à savoir que notre déploiement nuit plus qu'il ne profite à notre intérêt et à notre sécurité, alors le temps sera venu d'en faire part à nos alliés et de prendre les mesures logiques qui en découlent.